



HAL
open science

Le Centre : L'Indre

Maurice Nicault

► **To cite this version:**

Maurice Nicault. Le Centre : L'Indre. Philippe Buton; Jean-Marie Guillon. Les pouvoirs en France à la Libération, Belin, pp.347-355, 1994, 978-2701116099. halshs-04312416

HAL Id: halshs-04312416

<https://shs.hal.science/halshs-04312416>

Submitted on 28 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La période insurrectionnelle de 1944 fut, en Berry, exceptionnellement longue : du 6 juin jusqu'à la seconde quinzaine de septembre, la dernière période n'étant pas la moins tragique. Dans l'Indre, le CDL¹, constitué régulièrement et solidement depuis le printemps 1944, put maintenir l'unité des mouvements de Résistance, et coordonner les forces militaires.

Sur 15 819 volontaires homologué dans le département à la Libération, près de 4000 participent ensuite au combat des Vosges ou de la poche de Saint-Nazaire. Les seuls FTP² comptent 5574 engagés. Ces effectifs importants n'ont exercé pourtant qu'une influence morale : dès octobre 1945, les plus dynamiques d'entre eux se sont engagés pour la durée de la guerre avec leurs jeunes officiers.

Les pouvoirs de l'insurrection

La création et l'animation du CDL doivent beaucoup à Robert Monestier, chef départemental adjoint des MUR³. Accord en profondeur sur les objectifs, unité et solidarité, dans le combat, les deux composantes essentielles de la Résistance, MUR d'une part, et PCF-FN d'autre part, agissent de concert.

Le PCF et le FN

Après les coups sévères portés par la police au PCF en 1941-1942, l'occupation totale de l'Indre accroît la circonspection des militants dirigés par Marcel Peyrat, menuisier à la Souterraine. Si certains témoignages ultérieurs font état du développement du FN, celui-ci n'en est pas encore à l'« action de masse », ne formant à la fin de 1943 qu'un « noyau directeur », et ne tirant son importance que des premiers groupes FTP.

La mouvance socialiste

Dès 1941, Max Hymans a permis aux SOE⁴ britannique de s'implanter localement et de prendre contact avec de nombreux militants. À la même époque, l'action de Monestier à la Libération, puis aux MUR a amené beaucoup de jeunes socialistes à l'action clandestine jusque dans certains cantons limitrophes du Cher, mais une partie des cadres de la SFIO sont restés dans l'attente. Témoignant sur l'action de l'instituteur, André Parpais, son fils dit : « *Mon père a été contacté pour représenter le parti socialiste au CDL. La plupart des socialistes qui sont entrés dans la Résistance ont fait partie de la AS⁵.* » Parmi ceux-ci, émerge le nom d'Armand Mardon, maire et conseiller général socialiste de Saint-Christophe-en-Bazelle.

¹ Comité départemental de Libération.

² Francs-tireurs et partisans.

³ Mouvements unis de la Résistance.

⁴ Special Operation Executive.

⁵ Témoignage Jacques Parpais.

R. Monestier indique qu'il « *était considéré par beaucoup d'entre nous comme le plus qualifié pour occuper le poste de préfet.* » On peut penser, en effet, que sa présence à la préfecture eût pu modifier le rapport des forces politiques, car il jouissait d'une bonne notoriété dans le département et connaissait bien les problèmes locaux. Or ce rassembleur d'hommes, dynamique, organisateur de parachutages, fut arrêté par la Gestapo de Châteauroux et mourut en déportation le 25 avril 1945.

Le CDL, à la veille de la Libération

Le CDL diffuse auprès des commerçants et des paysans des circulaires relatives au prix, au marché du bétail. Le « noyau actif » tient, en divers endroits, des réunions relativement fréquentes. Des services naissent de façon informelle qui deviendront, fin août, des commissions spécialisées : ravitaillement, épuration, future administration, recrutement militaire.

Le 27 juillet, le « noyau actif » devient comité exécutif de cinq membres (MUR, FN, PCF, CGT, socialiste). Ce même jour, le CDL insiste sur « *l'unité devant régner entre AS⁶ et FTP* », puis décide la création « *dans chaque ville et chaque village d'un comité de Libération local* ». Le 20 juin, le « noyau actif » avait étudié les problèmes de presse et prévu dans le détail la distribution du numéro trois de *La Marseillaise* clandestine.

La prise du pouvoir par la Résistance

20 août 1944 : R. Monestier témoigne : « *Ayant appris le départ des Allemands, je partis de la forêt de Châteauroux, à bord d'une voiture conduite par plusieurs FFI ; j'arrivai sans encombre à la mairie, puis à la préfecture où je fus reçu par l'huissier qui me connaissait. Le préfet de Vichy nous laissa l'autorité et se retira dans son appartement. Dès le lendemain, les chefs de service se présentèrent à moi.* » Pour le choix du préfet, le CDL, réuni à la préfecture dans la nuit du 20 au 21, décida de demander aux autorités régionales de Limoges si le NAP⁷ pouvait indiquer le nom d'un « technicien d'administration ». Or le futur commissaire de la République n'était pas encore arrivé. R. Monestier poursuit : « *Notre ami Schmidt qui, en attendant l'arrivée du Commissaire de la République, faisait fonction, nous indiqua le secrétaire général de la Haute-Vienne, Laporte. Entre-temps, nos camarades communistes, avaient proposé un ancien dirigeant national du PCF, Maujovis. Manquant de renseignements et faute de contacts avec Paris, la majorité du CDL, sur ma proposition, décida d'adopter la proposition de Limoges, c'est-à-dire Laporte.* » Le futur préfet arrive le 24 août, prend contact officiellement le soir même et tient, le 25, sa première conférence avec le CDL.

Dès le 21, le CDL avait pris diverses mesures d'ordre pratique : réouverture des usines, en particulier la SNCASO, transport des denrées alimentaires, contrôle de la circulation des voitures. À propos de la politique économique nouvelle, R. Monestier a dit, plus tard : « *Nous avons peut-être manqué de hardiesse.* »

Le 29 août, des forces allemandes considérables s'acheminant du Sud-Ouest, dans la direction de Châteauroux, les autorités militaires de la Résistance décident d'évacuer la ville. Le CDL et le préfet s'installent dans le sud du département, à proximité d'Aigurande jusqu'au

⁶ Armée secrète.

⁷ Noyautage des administrations publiques.

11 septembre. Les autorités départementales rentrent alors de Châteauroux et, le 15, le commissaire de la République Boursicot vient procéder à l'intronisation définitive du préfet Laporte.

Les conditions particulières de sa nomination entraîne un fonctionnement des administrations départementales moins conflictuel que ce qui peut être observé en d'autres cas. Le préfet Laporte avait été, en quelque sorte, choisi par le CDL et il se sent, semble-t-il, en confiance vis-à-vis de Monestier, cependant que son expérience dans la « carrière » lui permet de jouer son rôle propre.

Les séances du CDL réunissent, au moins une fois par semaine, de 20 à 30 personnes. Certaines variant d'une réunion à l'autre, il est difficile de dresser avec précision un tableau des opinions. À partir de novembre, ces séances se tiennent « *sous la présidence de Monsieur le préfet* », même si, au procès-verbal, Monestier est toujours cité le premier. Président du CDL clandestin, il demeure l'inspirateur du CDL « libéré », et c'est ainsi qu'il est amené à préciser son opinion sur les méthodes de travail : « *Nous devons faire un travail d'équipe [...] Sous le signe de l'unité française [...] Nous ne voulons pas que s'accrédite l'illusion [...] Qu'il existe une majorité et une minorité qui s'opposent.* » (19 octobre)

CDL et force politique à la fin 1944

Dans le champ de la politique, les formations de droite ont disparu avec l'Occupation, les radicaux et le centre gauche sont représentés par quelques personnalités isolées comme Jacques Sadron ou Roger Morève, le MRP n'apparaît pas encore et presque tous les parlementaires de 1939 se trouvent écartés pour des raisons diverses, sauf Max Hymans.

Au sein du CDL, comme dans une partie importante de l'opinion publique, en particulier, dans la mouvance socialiste, deux logiques inconciliables s'affirment peu à peu : celle de la « Résistance unie », soutenue par R. Monestier et la majorité des chefs « militaires » de la Résistance, celle des partis politiques avec la création du MRP et la rénovation de la SFIO, par A. Parpais, homme d'appareil. Trois événements sont révélateurs à ce sujet : le cas de Max Hymans débattu au CDL ; les élections municipales ; le congrès national du MLN en janvier 1945.

La SFIO

A. Parpais s'attache à reconstituer son armature avec des adhérents qui ont participé à la Résistance : Séville au Blanc, Joly à Issoudun, Ferrand à Belâtre, Prompt à Vatan. Mais sa préoccupation première fut la réhabilitation et la réintégration de Max Hymans, « *qui avait quitté notre parti en 1933* ». Cette décision de la Fédération de l'Indre du 24 septembre 1944, (128 voix pour 2 contre) se heurte à un veto du CDL, le 19 octobre, en présence du commissaire de la République, à propos des municipalités provisoires : intervention de Joseph contre l'oubli du vote de Max Hymans pour Pétain, celle de Parpais en sa faveur, mise en garde du commissaire Boursicot contre « les attitudes, trop carrées » et mise au point finale de Monestier : « *M. Hymans a, actuellement, le devoir de se faire oublier.* »

Le PCF et ses satellites

L'excellente source que constitue l'ensemble des 14 rapports établis en juin 1945 par les secrétaires régionaux et les cadres départementaux du PCF permet d'observer une forme de

communisme rural. Il s'esquissait avant-guerre et les événements de l'Occupation ont contribué à le développer, y compris dans la région des grands domaines de la Champagne berrichonne à travers le milieu des ouvriers agricoles qui forment la majeure partie de sa population. Quelle différence avec l'avant-guerre ! Le PCF de l'Indre, encore dépendant du Cher en 1939, est désormais majeur et indépendant.

Maurice Vayert, secrétaire à l'organisation, cite 6000 adhérents contrôlés, organisés en 229 cellules, formant 22 sections, certaines presque entièrement rurales, comme Valençay, Vatan ou encore Eguzon et Aigurande. Très semblable, pour les structures sociales aux réalités que Pascal Plas peut décrire dans le Limousin voisin, ce communisme rural est un communisme jeune : les cadres d'avant-guerre ont été décimés par les vagues de répression ; beaucoup de jeunes adhérents sont venus des FTP ou des maquis isolés. Les 10 membres du bureau régional sont majoritairement des quadragénaires, comme le secrétaire régional Peyrat, Jacques Dugenit, les instituteurs, Caillaut, Lemaître, et surtout Esmelin l'un des plus actifs ; Seuls, Pirot a fait la guerre de 1914-18 et Vayert semble avoir quitté le Berry peu après 1945. Les « Jeunesses communistes » comptent 2300 adhérents en avril 1945 et, après transformation, l'UJRF⁸ atteint, en juin, le chiffre de 3500. Dugenit et Lemaître apportent à ces nouveaux communistes des conseils de prudence : « *Le sectarisme est à proscrire* », il faut « *chercher à convaincre patiemment* ».

Autres pouvoirs : syndicats et presse

Le syndicalisme

Les syndicats catégoriels, tel que le SNI, se reconstituent assez vite, de même que la CGT dont l'influence demeure un peu limitée par le chômage et les graves difficultés de la vie des salariés. Phénomène assez spécifique au département, le syndicalisme agricole se développe rapidement. Les CDAP communistes, animés par Pirot, ont très vite pris la place de la Corporation paysanne, crée des sections locales et une importante délégation participe au congrès de la CGA à Toulouse, fin 1944. Ce succès du syndicalisme agricole n'empêche pas les luttes de tendance et Pirot a conté lui-même comment il fut écarté du secrétariat de la CGA⁹.

La presse

Pendant la période insurrectionnelle, quatre numéros clandestins de *La Marseillaise*, journal du CDL, ont été tirés et distribués dans le département. Dès le 23 août, *La Marseillaise* prend la suite du *Département*, journal fidèle à Vichy. Dirigée par Monestier du MLN et Joseph du FN, elle peut mettre son tirage important – 40 000 exemplaires environ – au service des idées de la Résistance. Mais Parpais proteste, en novembre 1944, soutenu par les représentants des radicaux, contre « *un contenu politique beaucoup trop étroit* ». Joseph calme le jeu. Il s'agit, dit-il, « *d'aider le gouvernement à appliquer le programme du CNR* » et Monestier demande « *à tous de rester unis sur cette importante question ; la presse de la Résistance* ». Mais, en février 1945, Sadron, délégué radical au CDL, démissionne de son conseil d'administration.

⁸ Union de la jeunesse républicaine de France.

⁹ Témoignage G. Pirot.

Les politiques contre l'unité de la Résistance

Les élections municipales

La situation à Châteauroux montre bien que les forces politiques divergent de plus en plus hors de l'« union de la Résistance ». Une liste MRP ayant été constituée avec, à sa tête, le professeur, Louis Chevallier, membre du CDL, les socialistes en forment une à leur tour avec André Parpais, ainsi que les radicaux avec Jacques Sadron. De son côté, la liste UPRA¹⁰ comprend des Résistants notoires et non communistes comme André Plateaux, Mme Jallet, les colonels Plat et Mirguet, mais la majorité de ses candidats vient du FN. Robert Monestier et Robert Vollet qui ne s'engagent sur aucune liste espèrent sans doute maintenir encore l'« union de la Résistance » en dominant le débat, mais il apparaît aujourd'hui que c'était une illusion.

Châteauroux comptait un peu plus de 20 000 électeurs. Au premier tour, la liste UPRA obtient une moyenne de 4700 voix, comme celle du MRP, les socialistes en ayant moins de 3000 et les radicaux environ 2000. Il n'y a aucun élu et *La Marseillaise* peut écrire : « Une liste d'union patriotique républicaine antifasciste aurait été élue sans difficultés au premier tour si, liste unique, elle avait bénéficié des voix que deux autres partis antifascistes ont détourné d'elle. »

Au premier congrès national du MLN du 23 au 28 janvier 1945, la délégation de l'Indre, conduite par Monestier avait voté en entier pour la motion de « fusion organique » avec le FN. Son échec avait été vivement ressenti, malgré l'optimisme de Monestier.

Les derniers feux de l'union

Avant le deuxième tour des élections municipales, au CDL, Vignals et Monestier avaient insisté pour la redynamisation du CLL, mais, à Châteauroux, petit chef-lieu d'un département peu peuplé, celui-ci était toujours resté très discret face au CDL. Le vœu resta platonique.

Le MURF¹¹ prend corps à Châteauroux fin juin et le CDL de l'Indre participe aux États Généraux de la Renaissance française qui se réunissent, le 14 juillet, sur des souvenirs communs.

Le CDL tient, le 12 octobre, une séance plénière dont le compte-rendu, consacré essentiellement au rôle qu'il a joué jusqu'alors, sonne comme un testament nostalgique. Monestier ne conserve qu'un moyen d'action en faveur de ses convictions : la direction de *La Marseillaise*.

Situation politique d'après-guerre

Les élections cantonales et législatives mettent en évidence la nouvelle composition des forces politiques. Ces deux consultations si rapprochées dans le temps semblent aboutir à des résultats opposés.

Les cantonales montrent nettement le virage de l'opinion vers la gauche. Avec 12 élus, donc 5 au premier tour, sur 23 cantons, le Parti socialiste en sort grand vainqueur. Max Hymans est évidemment choisi pour présider le Conseil général. Le PCF qui n'avait aucun représentant

¹⁰ Union patriotique républicaine antifasciste.

¹¹ Mouvement unifié de la Renaissance française.

avant-guerre en obtient deux, à Châteauroux, canton le plus urbain, et à Vatan, qui est l'un des moins urbanisés.

Mais les législatives bouleversent ces perspectives : succès important des communistes qui arrivent en tête, relatif tassement des suffrages socialistes dépassant de peu le MRP. Cette différence est-elle dû seulement au mode de scrutin ? Il semble bien que les socialistes de l'Indre justifient les observations de Jean-Pierre Rioux : « *Dans le fond, ils n'ont pas su répondre à la question : qu'est-ce qu'être socialiste à la Libération ? Pourquoi de tels barrages quand il s'agit de s'élargir*¹² ? » Dans ce cas particulier, pourquoi ne pas s'être appuyé avec assez de force sur des convaincus tels que Monestier ou Vollet¹³ ? La SFIO apparaît ici, en 1945, comme un parti de gestion départementale. Par contre, le PCF se veut porteur des espoirs, de l'opinion, en particulier des jeunes, et les élections de 1946 vont justifier ce choix. À partir de la fin de 1945 dans l'Indre, une politique d'union de la gauche, à laquelle sont dus plusieurs succès aux cantonales au deuxième tour, a remplacé la politique d'union nationale.

¹² Communication IHTP, 6 mai 1997.

¹³ Devenu l'un des dirigeants nationaux de l'ANACR.